

**GAÏDZ MINASSIAN**

Chercheur associé à la Fondation pour  
la Recherche Stratégique et maître de conférences à Sciences-Po Paris

## Turquie - Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?

A la veille de son voyage en Turquie, les 11 et 12 mai 2010, le président russe, Dmitri Medvedev, a, dans une lettre adressée à l'opinion publique turque, mis l'accent sur « *l'unicité des relations russo-turques, malgré cinq cents ans d'échanges bilatéraux souvent difficiles pour l'interaction mutuelle des cultures russe et turque* »<sup>1</sup>. « *La Russie, poursuit-il, voit dans la Turquie un voisin fiable et sincère avec lequel nous prévoyons de consolider des relations pour l'amour de la prospérité de nos peuples* ». Ces mots sont lourds de sens dans la bouche d'un président dont l'État a fait quatorze fois la guerre à la Turquie<sup>2</sup>.

---

1. « Russia and Turkey to Continue Relationships beyond Goals », par Dmitri Medvedev, *Today's Zaman*, 10 mai 2010.

2. Signe de cette nouvelle ère bilatérale, le 3 juin 2010, les deux États ont célébré le 90<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

Malgré ce passé mouvementé, la coopération entre la Russie et la Turquie n'a jamais cessé d'exister, quels que soient l'époque et les régimes<sup>3</sup>. Sous Vladimir Poutine, les relations avec la Turquie se sont considérablement intensifiées au rythme de la « diplomatie des hydrocarbures » russe et au nom du statut de puissance retrouvée. Signe de ce réchauffement, le 6 décembre 2004, les deux États ont signé une « Déclaration conjointe sur l'amitié profonde et le partenariat multidimensionnel », à l'issue du séjour officiel de Vladimir Poutine à Ankara, la

---

3. Amorçés sous les Empires, amplifiés sous Mustafa Kemal et Lénine dans les années 1920, les échanges bilatéraux ont repris de plus belle après la longue parenthèse de tensions sous Staline, et se sont intensifiés jusqu'à la chute de l'URSS en dépit de la Guerre froide et de l'appartenance de ces États aux deux blocs rivaux. Le 25 mai 1992, Russes et Turcs ont ouvert une nouvelle page dans leur histoire avec la signature du traité sur les principes des relations entre la République de Turquie et la Fédération de Russie.

première visite d'un chef d'État russe en Turquie depuis trente-deux ans !<sup>4</sup>

Comment expliquer ce nouveau partenariat stratégique global entre ces deux poids lourds de l'Eurasie ? La Russie et la Turquie inscrivent ce réchauffement dans une volonté de s'ancrer dans le multilatéralisme et la coopération multivectorielle à la faveur d'une participation croissante dans la mondialisation. Ce qui n'est pas sans susciter des interrogations en Occident sur une réorientation stratégique de la Turquie vers la Russie et le monde arabo-musulman<sup>5</sup>.

Et pourtant, malgré les déclarations de bonnes intentions de part et d'autre, la Turquie et la Russie ont toujours eu de profonds désaccords, en particulier dans le Caucase et plus loin en Asie centrale, comme si cette rivalité constituait un marqueur historique bien ancré dans les mentalités et les raisonnements stratégiques. Les bases de ce partenariat restent politiquement fragiles, la mémoire nationale de ces deux pays se nourrissant de suspicions réciproques liées à des intérêts divergents.

### **Pour un multilatéralisme rénové dans un nouvel ordre mondial**

Au nom d'une vision commune de la sécurité internationale, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, et la Turquie, membre du Conseil de sécurité (janvier 2009 à janvier 2011), sont entrées dans le XXI<sup>ème</sup> siècle avec trois principes communs.

#### *Rejet d'un monde unipolaire*

Le premier est qu'ils ont définitivement tourné la page de la Guerre froide au profit d'une « *culture de l'harmonie* »<sup>6</sup>. La Turquie a regardé différemment l'espace post-soviétique dès la chute de l'URSS, espérant jouer un rôle moteur

auprès des Républiques turcophones d'Asie centrale et de la Caspienne (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Azerbaïdjan). La Russie a, quant à elle, attendu le tournant de 2003, avec le refus d'Ankara de participer à la guerre américaine en Irak et d'ouvrir un second front sur la frontière turco-irakienne, pour réviser à la hausse ses perspectives de coopération avec Ankara. La logique des blocs étant révolue, Russes et Turcs préconisent l'émergence d'un nouvel ordre mondial composé de plusieurs pôles de stabilité garants de la sécurité internationale. La Russie, qui a toujours contesté le *leadership* des Etats-Unis sur la planète, a retrouvé, sous Vladimir Poutine, les chemins de la puissance<sup>7</sup>. La Turquie considère, selon l'expression de son président Abdullah Gül, « *que le monde ne peut pas être contrôlé à partir d'un seul centre de commandement* »<sup>8</sup> – une allusion claire aux Etats-Unis – et qu'au nom de ce « *nouvel ordre mondial* », Ankara se doit d'appliquer une diplomatie d'autonomisation depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002<sup>9</sup>. D'où leur convergence sur une conception globale de la paix mondiale qui ne dépend plus de la seule hyperpuissance américaine mais d'un multilatéralisme rénové dans lequel la Russie et la Turquie auraient une place prépondérante au moins dans leur aire d'influence et au-delà si les conditions le permettent. En Russie, les milieux slavistes estiment que l'idée eurasiennne met fin au clivage traditionnel occidentalisme-orientalisme qui structure leur pensée stratégique. L'Eurasie leur permet également d'étendre l'influence slave en Europe, en Asie comme au Proche-Orient. En Turquie, le principe de « *zéro problème aux frontières* », qui consiste à régler tous les conflits de voisinage (Serbie, Grèce, Syrie, Irak, Iran et Arménie), lui procure potentiellement de nouvelles capacités de projection, ce qui pousse certains observateurs à affirmer que la Turquie de l'AKP renoue avec son passé ottoman<sup>10</sup>.

4. Le 16 novembre 2001, Ankara et Moscou ont signé un plan d'action de coopération en Eurasie. Après la signature de la déclaration conjointe de 2004, c'est au tour du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de se rendre à Moscou en janvier 2005, suivi de son président, Abdullah Gül, en février 2009. Le Premier ministre russe Vladimir Poutine s'est rendu en Turquie en août 2009 avant de recevoir son homologue turc, le 12-13 janvier 2010. Au total, Erdogan et Poutine se sont vus une quinzaine de fois en quelques années.

5. David Schenker, « A NATO Without Turkey? », *The Wall Street Journal*, 5 novembre 2009 ; Daniel Pipes, « Does Turkey Still Belong in NATO? », *Philadelphia Bulletin*, 6 avril 2009 ; Soner Cagaptay, « Is Turkey Still a Western Ally? », *The Wall Street Journal*, 23 janvier 2009.

6. Ahmet Davutoglu, « Fostering a Culture of Harmony », *Russia in Global Affairs*, n° 1, janvier-mars 2010.

7. Isabelle Facon, *Russie, les chemins de la puissance*, éditions Artège, 2010.

8. Stephen Kinzer, « US Must Share Power in New World Order, Says Turkey's Controversial President », *The Guardian*, 16 août 2008.

9. Sur la base des principes édictés par l'universitaire Ahmet Davutoglu, nommé ministre des Affaires étrangères de la Turquie en 2008. Il est l'auteur du livre *Strategic Depth: Turkey's International Position*, Istanbul, Kure Yayinlan, 2001. Pour une analyse abrégée, lire Ahmet Davutoglu, « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », *Insight Turkey*, vol. 10, n°1, janvier-mars 2008, pp. 77-96.

10. On parle de néo-ottomanisme. Aujourd'hui la Turquie s'en défend mais au début des années 2000, l'expression lui convenait.

## *Affirmation de deux puissances émergentes*

L'affirmation de deux puissances émergentes constitue le deuxième principe d'une coopération renforcée<sup>11</sup>. Selon certains observateurs pour le moins circonspects quant à ce resserrement des liens turco-russes, la Turquie et la Russie formeraient « l'axe des outsiders »<sup>12</sup> dans la compétition mondiale ou « l'axe des exclus » de l'Occident<sup>13</sup> : la Russie est toujours perçue comme une puissance prédatrice par nombre de ses voisins et les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE s'enlisent. Et à défaut de confirmer ou de démentir ces représentations, il semble possible d'affirmer que la coopération russo-turque répond à l'objectif de démontrer que l'idée de puissance ne relève plus du monopole des Occidentaux. Dans ce monde d'interdépendance, les puissances émergentes, comme les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) auxquels il faudrait ajouter l'Afrique du Sud et la Turquie, sont vouées à être de plus en plus incontournables sinon dans la marche du monde, du moins dans leur environnement régional. D'où la volonté commune d'assumer de nouvelles responsabilités dans les organisations multilatérales pour rayonner sur le plan international. Une inflexion du discours qui les conforterait dans leur statut de puissances post-impériales susceptibles de proposer de nouvelles initiatives dans la résolution des conflits<sup>14</sup> ou dans la gestion des problèmes globaux.

Russes et Turcs se reconnaissent ainsi plus ou moins dans un statut de puissances eurasiennes à mi-chemin des mondes occidental et asiatique. L'Eurasie est une vieille idée qui manque encore de contenance car elle ne constitue pas un phénomène structurant. En coopérant étroitement, Russes et Turcs veulent dessiner les contours d'un espace eurasiatique intégré, de la mer Noire à l'Asie centrale, en favorisant les échanges avec les puissances régionales comme l'Iran, l'Inde et la Chine mais aussi en se méfiant de tout ce qui n'appartient pas aux civilisations qui jonchent la Route de la soie. Cependant, l'idée d'Eurasie ne fait pas l'unanimité ni à Moscou, ni à Ankara ;

11. Bulent Aras, « Dealing with Russia: A Turkish Perspective », The German Marshall Fund of the United States, 7 mai 2010. Cette étude sur les relations russo-turques est d'autant plus notable qu'elle est l'une des rares n'émanant d'aucun des deux pays concernés même si son auteur est d'origine turque.

12. Adrian Pabst, « Turkey and Russia Assemble an 'Axis of Outsiders' », *The National*, 6 mai 2010.

13. Fiona Hill et Omer Taspinar, « Turkey and Russia: Axis of the Excluded ? », Brookings Institution et *Survival*, vol. 48, n° 1, Printemps 2006, pp. 81-92.

14. Ankara et Moscou ont entamé un dialogue avec le mouvement islamique palestinien Hamas.

car tout ce qui marque une rupture avec les logiques de partenariats avec l'Occident ne peut servir d'alternative crédible pour les cercles libéraux russes et turcs. Cette perspective eurasiennne est donc à manier avec prudence : ni indifférence, ni surestimation.

## *Renforcer la stabilité et la sécurité*

Troisième principe clé, la Turquie et la Russie privilégient la carte de la stabilité et de la sécurité, condition *sine qua non* de leur volonté d'assumer de nouvelles responsabilités sur la scène mondiale. Les deux pays entendent ainsi se présenter comme des faiseurs de paix crédibles. La Russie occupe une place diplomatique importante sur la crise iranienne (P5+1) et sur le conflit israélo-palestinien (Quartet). Sa médiation est fondamentale dans les conflits de Transnistrie (Moldavie) et du Haut-Karabakh (Arménie-Azerbaïdjan). La Turquie a multiplié les missions de bons offices dans les différentes crises mondiales (Iran) et régionales (Kirghizstan, Syrie, Balkans).

Ce dernier principe, censé renforcer la confiance entre les deux pays, revêt une triple signification. Il prend tout d'abord à contre-pied la problématique du panturquisme<sup>15</sup>, que les Russes ont longtemps cultivée, se méfiant de l'appétit d'Ankara en direction de l'espace turcophone de l'Adriatique au plateau de l'Asie centrale. Signe du climat de confiance retrouvé, Moscou a autorisé le président turc Abdullah Gül à se rendre dans la République autonome du Tatarstan, lors de sa visite en Russie en février 2009.

Il signe ensuite la fin du tout militaire dans les deux pays et la fin de l'autonomie du secteur militaire dans la gestion des affaires. En Russie, l'influence des généraux a été revue à la baisse à la fin du deuxième mandat de Vladimir Poutine. Une inflexion confirmée par son successeur Dmitri Medvedev, chef des armées, au point que pour la première fois, il semblerait que le tandem Poutine-Medvedev soit déterminé à mener la réforme militaire jusqu'à son terme malgré les effets de la crise économique de 2008-2009<sup>16</sup>.

15. Idéologie nationaliste turque née au XIX<sup>ème</sup> siècle qui vise à créer un espace turcophone unifié opposé aux autres nations situées au milieu de cette bande de terre qui s'étend des Balkans à l'Asie centrale. Cette forme « hard » du panturquisme est aujourd'hui un mythe. Mais il existe un panturquisme « soft », indirectement défendu de nos jours par Ankara et Bakou sous la formule : « une seule nation, deux États ».

16. Isabelle Facon, op. cit. Thomas Gomart, *Russian Civil-Military Relations: Putin's Legacy* », Carnegie Endowment For International Peace, IFRI, Washington D.C., 2008.

En Turquie, la dékémalisation des institutions et de la société passe inévitablement par la diminution du poids des militaires dans le processus de décision des autorités. Un affaiblissement des généraux que les électeurs turcs devraient confirmer lors du référendum du 12 septembre prochain sur l'adoption de la nouvelle Constitution, qui casse le statut privilégié des militaires dans le pays.

Enfin, il ouvre un débat à Ankara et à Moscou sur la place de l'OTAN dans les relations bilatérales. D'après la doctrine militaire de la Russie (2010), l'OTAN est considérée comme le principal danger pour sa sécurité, et non comme la principale menace. Ce qui, sur la gamme des sources de conflits, constitue pour Moscou un changement important vers une désescalade des tensions dans les relations avec Bruxelles – sans pour autant que Moscou baisse sa garde à l'égard des projets d'élargissement de l'OTAN à l'Est. D'ailleurs, dans sa volonté de redéfinir l'architecture de la sécurité européenne, la Russie privilégie ses relations avec quatre États sensibles au maintien de bonnes relations avec elle : la France, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, au printemps 2008, appelée à examiner la candidature de la Géorgie et de l'Ukraine au *Membership Action Plan*, la Turquie, comme les trois puissances européennes, s'était fermement opposée à une perspective d'adhésion de Tbilissi et de Kiev à l'Alliance atlantique. Quelques mois plus tard, lors de la guerre des Cinq jours entre la Russie et la Géorgie, Ankara s'est bien gardée de condamner Moscou dans sa contre-offensive disproportionnée contre Tbilissi. Un geste fortement apprécié à Moscou qui, en écho, a négocié la vente d'armes à la Turquie<sup>17</sup> et entamé une coopération technique avec l'industrie de défense turque. Selon les médias turcs, Ankara aurait engagé des négociations avec Moscou sur la fourniture de systèmes russes de défense antiaérienne, de type S-300 et S-400<sup>18</sup>. Incontestablement, Russes et Turcs ont ouvert une nouvelle page de leur histoire commune, comme en témoigne l'annonce en août 2010 par la Turquie de la décision de retirer la Russie de la liste des menaces à sa sécurité nationale<sup>19</sup>.

17. Gareth Winrow, « Turkey, Russia and the Caucasus: Commun and Diverging Interests », Chatham House, novembre 2009.

18. Lale Saribrahimoglu, « Turkey, Russia Begin to Overcome Military Distrust », *Today's Zaman*, 15 avril 2008.

19. Outre la Russie, la Turquie a également supprimé trois autres États de son Livre rouge (Iran, Irak, Grèce). Cette décision doit être validée par une réunion du Conseil de sécurité nationale, qui aura lieu en octobre 2010. Dépêche RIA Novosti, 23 août 2010.

## **Pour une coopération multivectorielle favorisée par des économies complémentaires**

Économie de services en Turquie, ressources énergétiques en Russie, toutes les conditions sont réunies pour favoriser une coopération multi-vectorielle de grande envergure entre les deux pays.

### *Interaction économique*

Dans le secteur économique, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le volume du commerce russo-turc est passé de moins de 500 millions de dollars en 1988 à 38 milliards de dollars en 2008. En 2009, il s'est stabilisé à 22,9 milliards de dollars en raison de la crise mondiale. A ce rythme, le niveau des échanges russo-turcs devrait dépasser le cap des 100 milliards de dollars dans les cinq ans à venir.

Le tourisme russe en Turquie est également florissant : plus de trois millions de Russes visitent chaque année la Turquie. Un chiffre à revoir à la hausse en 2010 puisque selon les premières estimations turques pour le premier semestre de l'année, le nombre de touristes russes en Turquie a augmenté de 25,3% par rapport à la même période en 2009<sup>20</sup>. A cette cadence, l'Allemagne pourrait d'ici quelques années perdre sa place de pays *leader* du tourisme en Turquie. D'autant que les gouvernements russe et turc ont décidé d'assouplir le régime des visas pour leurs ressortissants.

Le bassin de la mer Noire constitue par ailleurs un espace de première importance pour leurs échanges économiques. Poids lourds de l'Organisation de la Zone Économique de la Mer Noire (OZEMN), la Russie et la Turquie devraient, au rythme auquel s'épanouit leur interaction économique, revitaliser cette organisation régionale quelque peu en panne depuis des années. Russes et Turcs s'accordent pour que leurs projets de coopération bilatérale rejaillissent sur l'ensemble des États du bassin sans remettre en question les accords de Montreux de 1936. Au contraire, pour des raisons économiques, environnementales mais aussi stratégiques, Russes et Turcs n'entendent pas réviser les traités de peur de voir d'autres acteurs (Union européenne, États-Unis) interférer. D'ailleurs, les règles en vigueur sont d'une grande efficacité. On se souvient que quelques semaines après la guerre des Cinq jours, Moscou avait fortement apprécié la fermeté d'Ankara lors de l'acheminement par

20. « Number of Visitors to Turkey up by 9,26 in First Half », *Ria Novosti*, 8 août 2010.

voies maritimes d'une assistance américaine aux Géorgiens. En effet, les autorités turques avaient scrupuleusement fait respecter les règles de Montreux à leur allié américain, lui rappelant que toute flotte n'appartenant pas à un État riverain de la mer Noire ne devait pas compter plus de 9 navires d'une capacité de 53 tonnes chacun, ni dépasser la période de 21 jours de navigation. Ainsi, on comprend mieux pourquoi les projets de pipelines contournent les détroits. La Turquie exporte son savoir-faire dans le secteur de la construction, des services, des textiles et des télécommunications. En 2009, 15 700 travailleurs turcs étaient établis en Russie. La Russie, quant à elle, exporte surtout ses hydrocarbures.

### *Interdépendance énergétique*

La Turquie achète 60% de son gaz à la Russie, notamment par le biais du gazoduc *Blue Stream*, entré en fonction en 2003. La demande turque est si forte que les deux pays ont signé un accord pour la construction de *Blue Stream II*. En 2009, Turcs et Russes ont également signé à Milan un partenariat sur la construction d'un oléoduc Samson-Ceyhan, permettant de contourner les détroits. La même année, Ankara a annoncé sa participation au projet de gazoduc *South Stream* défendu par la Russie. Il s'agit d'un gigantesque pipeline aux coûts très élevés (24 milliards de dollars) reliant la Russie à l'Europe via la mer Noire, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie et l'Autriche. Version méridionale du *Nord Stream* reliant la Russie à l'Allemagne via la Baltique et la mer du Nord, le *South Stream* est appelé à concurrencer le projet *Nabucco* soutenu par les Américains, les Européens, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. *Nabucco* pose un problème de coûts (entre 8 et 10 milliards de dollars) et de sources d'approvisionnement : où est la source ? En Asie centrale ? Peut-être, mais en tout état de cause, il faudra d'abord régler la question du statut de la Caspienne – les pays riverains ne s'entendant pas sur le fait de savoir s'il s'agit d'un lac ou d'une mer. Pour l'instant, l'acheminement du gaz kazakh et turkmène s'effectue à l'aide de tankers en direction de Bakou (Bakou-Tbilissi-Erzeroum), mais les coûts, le risque d'accident en mer et les dangers pour les écosystèmes sont élevés. En Iran ? L'option est compromise en raison du conflit entre la communauté internationale et Téhéran à propos de son programme nucléaire. A partir de l'Irak ? L'hypothèse est envisagée, mais il reste à fluidifier les relations entre les Kurdes et les Arabes en Irak d'un côté et résoudre la question kurde et la guérilla du PKK en Turquie de l'autre. Quoi qu'il en soit, pour la Turquie, *Nabucco* et *South*

*Stream* ne sont pas rivaux mais complémentaires, alors que pour la Russie – qui n'a toujours pas digéré la construction des BTC, BTS et BTE qui la contournent<sup>21</sup> – ce nouveau projet soutenu par les Occidentaux contrarierait ses ambitions régionales et internationales. La Russie, en plein redressement économique<sup>22</sup>, veut assumer un rôle déterminant dans l'approvisionnement des marchés européens mais aussi proche-orientaux, voire asiatiques par le Sud et l'Est. La Turquie tire grandement profit de cette nouvelle carte énergétique mondiale sur laquelle elle apparaît désormais comme un carrefour de première importance. Ce qui correspond à sa volonté de jouer un rôle majeur dans la mondialisation. Entre sa position géographique au milieu des corridors Est-Ouest et Nord-Sud et son économie de services bon marché et en pleine croissance (11% de croissance au premier semestre 2010), Ankara confirme sa place de seizième puissance économique mondiale.

Autre projet d'importance capitale, la vente d'une centrale nucléaire russe à la Turquie, à Akkayu, dans la province de Mersin, sur la côte méditerranéenne<sup>23</sup>. Le Parlement turc a approuvé le 15 juillet 2010 l'accord signé entre les présidents Medvedev et Gül en mai 2010<sup>24</sup>. Rappelons qu'une première procédure de vente, entamée en 2008, avait été annulée en 2009 à la suite d'une décision du Conseil d'État turc. Ainsi, pour la première fois dans son histoire, la Russie serait propriétaire (51 % du capital) d'une centrale nucléaire en dehors de son territoire.

### *Coopération intergouvernementale*

A côté de cette coopération économique symbolisée par la vingtaine d'accords signés au printemps 2010 pour un montant de 25 milliards de dollars, la coopération politique et culturelle est également au beau fixe. Sur le plan politique, la Turquie et la Russie ont mis en place un partenariat stratégique en créant en 2010 le Conseil

21. Voir Thomas Juneau, Gérard Hervouet, Frédéric Lasserre (dir.), *Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée*, Collection Politique Étrangère et Sécurité, Presses de l'Université Laval, Québec, Canada, 2004.

22. Selon les sources du FMI, la croissance de la Russie est de : 10% (2000), 5,1% (2001), 4,7% (2002), 7,3% (2003), 7,2% (2004), 6,4% (2005), 6,7% (2006), 8,1% (2007), 5,6% (2008), -7,9% (2009), 4,3% (estimations 2010) et 4,1% (estimations pour 2011). [www.imf.org](http://www.imf.org).

23. Il s'agit d'une centrale comprenant 4 réacteurs d'une capacité de 4 800 mégawatts. La société russe Atom StroyExport, à la tête du consortium, est chargée de la construction de la centrale, dont le coût est estimé à 20 milliards de dollars.

24. « Parliament Approves Akkuyu Nuclear Power Plan Deal », *Today's Zaman*, 16 juillet 2010.

de Coopération de Haut Niveau. Il s'agit d'un mécanisme de coopération intergouvernementale qui se réunit une fois par an sous la présidence du chef de l'État russe et du Premier ministre turc. Il a pour vocation d'établir une gouvernance globale, d'évaluer le suivi des stratégies régionales et « *d'approfondir le partenariat envers les États d'Eurasie, du Moyen-Orient, des Balkans et d'autres régions* »<sup>25</sup>.

Des initiatives culturelles ont également été entreprises par les deux États : *Année de la Russie* en Turquie en 2007 et *Année de la Turquie* en Russie en 2008. À l'image des gouvernements, les sociétés des deux pays se familiarisent l'une à l'autre.

Mais, au-delà des bonnes intentions et des statistiques encourageantes pour la coopération, les intérêts nationaux reprennent souvent le dessus et les divergences rejaillissent, notamment dans le Caucase.

### **A la recherche d'une profondeur stratégique ou les épreuves du Caucase**

Deux principes divergents rythment en effet les relations turco-russes dans le Caucase. Pour la Russie, le Caucase appartient à sa « sphère d'influence » et il convient d'empêcher que d'autres puissances en prennent le contrôle. Il en va de son prestige, de sa sécurité et de ses nouvelles ambitions. Pour la Turquie, le *leadership* russe n'est pas incompatible avec l'idée d'une gestion de l'ensemble des problèmes locaux entre puissances régionales. C'est ce décalage, que les Turcs veulent réduire et que les Russes entendent maintenir, qui nourrit le particularisme du partenariat ambivalent russo-turc. Dans cet esprit, Ankara a proposé la création d'un Pacte de stabilité et de prospérité pour le Caucase du Sud, après la guerre des Cinq jours en août 2008<sup>26</sup>. La Turquie entretient d'excellentes relations avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, illustrées par plusieurs projets de coopération trilatérale<sup>27</sup>, y compris dans le secteur militaire. La Turquie a

fourni à Bakou de l'équipement pour un montant de 200 millions de dollars. Elle a rénové la base de Vaziani, près de Tbilissi, et la base aérienne de Marnéouli, au sud de la Géorgie, une région où la population est majoritairement de souche azérie. En revanche, sa stratégie de pénétration se heurte au « poste avancé russe » dans le Caucase, l'Arménie, avec laquelle la Turquie n'a aucune relation diplomatique. Les relations russo-turques butent sur trois épreuves dans le Caucase.

#### *Le processus de normalisation turco-arménien*

Ankara a unilatéralement fermé sa frontière avec Erevan en 1993 en solidarité avec Bakou à propos du conflit du Haut-Karabakh mais aussi pour protester contre les initiatives arméniennes en faveur d'une reconnaissance internationale du génocide de 1915. Si bien que, en raison du verrou arménien, la Turquie n'a pas de politique régionale dans le Caucase du Sud. Elle compte sur son partenariat avec la Russie pour faire entendre raison à Erevan. Or, la Russie rejette les velléités politiques turques dans la région.

Cependant, encouragée en cela par Moscou, l'Arménie a pris l'initiative d'entamer dès 2008 des pourparlers avec la Turquie en vue de normaliser les relations bilatérales<sup>28</sup>. Ceux-ci ont débouché sur la première visite d'un chef d'État turc à Erevan, en septembre 2008, lors de la rencontre de football entre l'Arménie et la Turquie comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2010. Ce processus de négociations, plus connu sous l'expression médiatique de « diplomatie du football », a franchi une étape importante lors de la signature de l'accord turco-arménien portant sur l'établissement de relations diplomatiques entre la Turquie et l'Arménie et le développement de leurs échanges bilatéraux, le 10 octobre 2009, à Zürich, sous le parrainage de la Suisse.

Six mois plus tard, l'Arménie a gelé le processus de ratification pour deux raisons. D'une part, elle a rejeté le « double langage » de la Turquie, qui, d'un côté, paraphe le document et, de l'autre, conditionne sa ratification au retrait arménien des territoires azerbaïdjanais. D'autre part, Erevan a suspendu le dialogue pour se réconcilier avec sa diaspora et apaiser les critiques en Arménie, où la population est majoritairement

---

25. « Turkey's FM Talks to Russian Media on Ties », *Voice of Russia State Radio* et *RIA Novosti*, 5 août 2010.

26. En raison du conflit entre la Géorgie et la Russie, la proposition turque n'a pour l'instant rien donné. Le projet n'est cependant pas abandonné. Ce projet, inspiré par l'ancien président turc Suleïman Demirel en 1997 et relancé par le président Gül en 2008, consiste à créer un espace de coopération et de stabilité dans le Caucase du Sud.

27. Les pipelines Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), Bakou-Tbilissi-Erzéroum (BTE) et la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars (BTK) constituent trois des plus importantes réalisations trilatérales.

---

28. Moscou a lancé ce processus en 2007-2008 afin de ne pas laisser ce dossier aux Américains qui avaient tenté sous Bill Clinton et George W. Bush une médiation entre Turcs et Arméniens.

hostile à toute confusion autour de la reconnaissance du génocide. De son côté, la Turquie considère qu'il est impossible de ratifier de tels accords à quelques mois du référendum sur la nouvelle Constitution (12 septembre 2010) et à un an des législatives (2011). Le Caucase et le Proche-Orient sont désormais prioritaires sur son agenda.

La Russie a inspiré ce processus de rapprochement turco-arménien pour plusieurs raisons. Il s'agissait d'abord, dans le cadre de ses projets multilatéraux, d'ouvrir une nouvelle route de désenclavement du Caucase du Sud, un axe qu'elle pourrait contrôler, compte tenu du fait que l'Arménie est son allié dans la région. La Russie souhaitait également redorer son image en se montrant capable de promouvoir la paix tout en privant au passage la Géorgie de tout monopole des voies de communications. En outre, Moscou voulait prendre la main sur cette frontière turco-arménienne ultra-sensible longtemps abandonnée aux vaines initiatives américaines de réouverture. Il s'agissait par ailleurs de contenir le nationalisme arménien et de ralentir toute reconnaissance du génocide des Arméniens par les États-Unis, un geste qui pourrait séduire la société arménienne et la réorienter vers Washington. Enfin, le Kremlin entendait torpiller les négociations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan à propos du gaz ; Moscou voyant dans chaque signe de coopération gazière turco-azerbaïdjanaise un progrès du projet rival *Nabucco*. Si bien que les Russes ont spéculé sur le mécontentement de Bakou à l'égard d'Ankara, son allié de toujours contre l'Arménie. Résultats : Bakou s'est sensiblement rapproché de Moscou et ensemble ils ont signé deux accords gaziers en été 2008 et octobre 2009. Si bien que deux ans après l'annonce d'une détente arméno-turque, on a le sentiment que la Russie a cyniquement remis ce dossier sensible à la Turquie, officiellement au nom de leur partenariat bilatéral, stratégiquement pour gagner du temps et empêcher Ankara de s'introduire pleinement dans le Caucase du Sud.

La Russie a pris acte du gel du processus de ratification par l'Arménie et déclaré, par la voix de son Premier ministre Vladimir Poutine, présent les 6 et 7 juin 2010, à Istanbul, lors du troisième Sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) : « *Personne ne peut faire pression sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la résolution du conflit du Haut-Karabakh* ». Ainsi la Russie décourage la Turquie dans ses démarches unilatérales et entérine l'échec de « la diplomatie du football ». Mais

le dialogue n'est pas mort pour autant<sup>29</sup>.

### *La solidité de l'axe turco-azerbaïdjanais*

L'alliance turco-azerbaïdjanaise a donc perturbé les plans de la Russie. Pendant les négociations turco-arméniennes, Bakou a menacé Ankara d'annuler les négociations sur le gaz et de renoncer à *Nabucco*. En dépit des pressions américaines sur la Turquie pour ratifier les protocoles, Ankara n'a pas lâché son allié Bakou. Résultat : six semaines après le gel turco-arménien, l'Azerbaïdjan et la Turquie ont signé le 7 juin 2010, à la CICA, un accord gazier déterminant<sup>30</sup>. Ilham Aliev et Recep Teyyip Erdogan ont mis Vladimir Poutine devant le fait accompli puisqu'il a déclaré que « *l'accord turco-azerbaïdjanais ne remplace pas la livraison du gaz russe à la Turquie, mais compense les interruptions de livraison de gaz iranien à Ankara* » en raison des sanctions internationales contre Téhéran<sup>31</sup>.

Forte de cet accord turco-azerbaïdjanais, la Turquie étend de deux manières son influence dans le Caucase du Sud. D'un côté, elle accomplit un pas décisif dans le montage du gazoduc *Nabucco*. De l'autre, elle jouit d'un levier supplémentaire de pression sur Moscou dans le conflit du Haut-Karabakh, toujours dans l'impasse après dix-huit ans de diplomatie sous l'égide du Groupe de Minsk créé par l'OSCE et co-présidé par la France, les États-Unis et la Russie<sup>32</sup>. La Turquie, membre du Groupe de Minsk, considère, en

29. Du 11 au 17 septembre 2010, les exercices militaires Arménie-2010 de l'OTAN, prévus au nord-ouest de l'Arménie, devraient être l'occasion d'ouvrir partiellement la frontière entre la Turquie et l'Arménie. La Turquie devrait participer à ces manœuvres organisées dans le cadre du Partenariat pour la Paix et qui consistent à planifier l'évacuation d'une population en cas de catastrophe naturelle (séisme). Mais à ce jour, la Turquie ne s'est toujours pas prononcée officiellement sur cette ouverture ou non de la frontière. « Turkey May Open Armenia Border for NATO Drill, Report Says », *Hurriyet*, 15 juillet 2010.

30. Bakou pourra exporter jusqu'à 1,2 milliard de m<sup>3</sup> de gaz vers la Turquie et vendre le reste à des pays tiers. Le prix passerait de 120 \$ à 300 \$ les 1 000 m<sup>3</sup>. La Turquie devrait de surcroît verser 1,5 à 2 milliards de \$ à Bakou pour compenser la différence de prix intervenue depuis 2008, date du début des négociations.

31. « Bakou et Ankara signent un accord décisif sur le gaz caspien », *Eurasia Intelligence Report*, n° 1, 30 juin 2010.

32. Le groupe de Minsk attend de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan qu'ils signent les bases d'un compromis – les Six principes de Madrid : 1. Retrait arménien des sept provinces sous contrôle autour du Haut-Karabakh (Aghdam, Fizouli, Djebraïl, Ghoubatli, Zanguelan, Kelbadjar, Latchine) ; 2. Création d'un statut provisoire pour le Haut-Karabakh ; 3. Création d'un couloir reliant l'Arménie au Haut-Karabakh ; 4. Statut définitif obtenu à l'issue d'une consultation respectant la volonté générale ; 5. Création d'une mission d'observation internationale de paix ; 6. Retour des déplacés et des réfugiés.

écho à l'Azerbaïdjan, que l'OSCE a échoué dans les négociations et qu'il est temps de revitaliser les débats en changeant le format des pourparlers et lui ouvrir la co-présidence de ce groupe de contact. Ce que la Russie refuse catégoriquement.

En effet, cette impasse n'est pas sans déplaire à la Russie, qui, tout en assumant ses responsabilités au sein du Groupe de contact, crée les conditions d'un processus parallèle au processus de Minsk<sup>33</sup>. Aussi, contrariée par l'accord turco-azerbaïdjanais, la Russie a riposté en organisant le 17 juin 2010, à Saint-Petersbourg, en marge du Forum économique international, une rencontre avec les présidents Serge Sarkissian et Ilham Aliev. A l'issue de la réunion, Moscou a assorti les Principes de Madrid d'éléments en faveur de l'Arménie qu'Erevan s'est empressée de qualifier de « Principes de Saint-Petersbourg »<sup>34</sup>. Début août 2010, la Russie et l'Arménie ont annoncé un accord sur le maintien pendant 49 ans – jusqu'en 2044, à partir de l'accord signé en 1995 – de la base militaire russe de Gumri, près de la frontière avec la Turquie. Selon cet accord, qui doit encore être ratifié par les deux Parlements, la Russie se porterait garante de la sécurité de l'Arménie en cas d'attaque de l'Azerbaïdjan, alors que la situation se dégrade toujours un peu plus sur la ligne de front du Haut-Karabakh<sup>35</sup>.

La Russie entend cependant maintenir sa politique d'équilibre au nom de son *leadership* régional. Car, de même que la Russie s'inquiète de la coopération stratégique turco-azerbaïdjanaise (achat de drones à la Turquie), du partenariat américano-azerbaïdjanais (visite de Robert Ga-

tes à Bakou début juin 2010 et transit par Bakou de 25% de la logistique américaine en Afghanistan) et de la doctrine militaire de l'Azerbaïdjan<sup>36</sup>, Moscou laisse se diffuser une information sur d'éventuelles négociations avec Bakou à propos de la vente de systèmes de défense antiaérienne S-300 pour une valeur de 300 millions de dollars et livrables dans les deux ans à venir<sup>37</sup>. Un scénario qui ressemble étrangement à celui que la Russie a écrit lors du projet de vente de ce type de missiles défensifs à l'Iran jusqu'à finalement renoncer à l'opération. Fidèle à sa tactique du « diviser pour régner », la Russie entend maintenir une parité et s'imposer dans la région comme le seul pays garant de la sécurité régionale, et adresse un message clair à Ankara et Washington. En réponse, la Turquie a appelé à la création d'une « zone de neutralité » dans le Caucase du Sud<sup>38</sup>, manière de rejeter tout monopole militaire russe, mais aussi toute idée d'élargissement de l'OTAN dans la région ; d'où le risque de nouveaux décalages dans les relations russo-turques à l'épreuve du troisième test : la question géorgienne.

#### *La question géorgienne et le conflit tchéchène*

La Turquie n'a pas reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud pour ne pas contrarier son ami géorgien, ni se distinguer de ses partenaires de l'OTAN. Mais ce ménagement ne l'empêche pas d'investir en Abkhazie, comme l'a reconnu le « président abkhaze » Sergey Bagapsh au début du mois d'août 2010. Elle compte pour cela sur la forte diaspora abkhaze présente en Turquie (environ 500 000 personnes). En jouant la carte économique, Ankara envoie plusieurs messages aux différents acteurs de la crise russo-géorgienne. La Turquie refuse

33. Le 2 novembre 2008, soit trois mois après la guerre des Cinq jours, le président russe Dmitri Medvedev a obtenu des présidents Serge Sarkissian et Ilham Aliev la signature d'un premier document conjoint dans lequel les deux chefs d'Etat s'engageaient à résoudre leur différend par la voie politique. De cette rencontre à nos jours, six des dix dernières rencontres entre les présidents arménien et azerbaïdjanais ont eu lieu sous l'égide du Kremlin et sans la participation des deux autres co-présidents.

34. Il s'agirait pour Bakou d'accepter d'obtenir dans un premier temps le retrait des forces arméniennes non pas de 7 régions mais de 5 (Latchine et Kelbadjar étant à part) puis de mettre en œuvre l'un des principes les plus difficilement acceptables pour Bakou : le statut provisoire du Haut-Karabakh. Lire « La Russie prend peu à peu la main sur le processus de paix dans le Haut-Karabakh », *Eurasia Intelligence Report*, n°3, 22 juillet 2010.

35. Le 19 juin 2010, deux jours après la rencontre Medvedev-Aliev-Sarkissian à Saint-Petersbourg, l'armée azerbaïdjanaise a lancé une opération à Chayli (Terter) au nord-est du Haut-Karabakh, faisant six morts, dont cinq Arméniens. Erevan a condamné et ordonné des repréailles sur la ligne de front près de Fizouli. Régulièrement, les deux parties annoncent des violations du cessez-le-feu.

36. Selon la doctrine de l'Azerbaïdjan adoptée cette année, toute puissance étrangère a la possibilité d'ouvrir une ou des bases militaires sur le territoire de l'Azerbaïdjan après négociations avec les autorités du pays. La Turquie serait intéressée par la création d'une base militaire dans la République autonome du Nakhitchevan.

37. A cette heure, Moscou n'a confirmé, ni démenti officiellement la vente de missiles S-300 à l'Azerbaïdjan. Selon un haut responsable du ministère russe de la Défense, « *les dépêches portant sur la vente de missiles S-300 russes à l'Azerbaïdjan sont un mensonge* », Interfax AVN, 2 août 2010. Un expert russe de la société Rosoboronexport a également démenti la vente. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, a déclaré, lors de la visite du président russe Dmitri Medvedev à Erevan, le 19 août 2010 que « *le missile S-300 était une arme défensive et qu'elle ne constituait pas une violation de la stabilité régionale* ». Agence azerbaïdjanaise APA, 19 août 2010 et le site arménien, *Tert* (Journal en arménien), <http://www.tert.am/en/news/2010/08/19/lavrov1/>.

38. « Turkey Wants 'Security Zone' in the Region », *RIA Novosti*, 4 août 2010.

de prendre part au débat pour ou contre l'indépendance de ces zones rebelles. La Turquie montre la voie à suivre pour désamorcer les tensions locales. Elle veut démontrer que sa stratégie peut servir de modèle de stabilité régionale dans un futur Caucase pacifié et neutre. Dans cette politique des petits pas, les dirigeants turcs n'ont pas évoqué la question géorgienne lors de la visite de Vladimir Poutine en juin 2010, manière de réduire à leur plus bas niveau les sources de désaccord avec la Russie. Si bien qu'elle engrange les bénéfices d'une pondération saluée par Tbilissi, qui voit dans le partenariat turco-géorgien un modèle régional et européen de coopération. D'ailleurs, les Géorgiens s'inspirent de la méthode turque en Abkhazie pour tenter de réintégrer au moins économiquement la région dans leur giron. Dans ce but, les autorités géorgiennes ont multiplié les démarches auprès de la Turquie depuis 2009 et 2010<sup>39</sup>. Cette nouvelle illustration du *soft power* turc place cependant les autorités turques dans une position délicate. A force de ne pas aborder la dimension politique de la question géorgienne, Ankara se limite à une fonction exclusivement économique qui peut à terme contrarier ses ambitions régionales<sup>40</sup>. D'autant que si la Turquie évite de politiser la nature des problèmes en Géorgie au profit du développement économique, elle politise à outrance son rapport à l'Arménie au détriment de l'économie. Une pratique somme toute logique du côté turc, mais paradoxale du point de vue de la recherche de stabilité régionale.

Ces dernières années, les relations russo-turques ont également été marquées par quelques ten-

sions à propos de la Tchétchénie. Lors des deux guerres russo-tchéchènes, le gouvernement turc avait exprimé son émotion et encouragé sa population à marquer sa solidarité avec les Tchétchènes. Plusieurs chefs militaires tchéchènes avaient trouvé refuge en Turquie. Armes et vivres avaient été acheminés de la Turquie vers les montagnes du Caucase. Des ressortissants turcs originaires du Caucase du Nord se sont enrôlés dans les forces combattantes tchéchènes. Aujourd'hui, même si Ankara doit compter avec une forte population originaire du Caucase du Nord, entre 2 et 7 millions, et mesurer l'inquiétude de cette dernière quant à ce qui se passe dans le Caucase du Nord, la Turquie coopère avec la Russie dans « la lutte contre le terrorisme international ».

### Conclusion

Au nom de leur lourd héritage impérial, la Russie et la Turquie continuent de regarder l'avenir dans une direction distincte mais parallèle. Les deux anciennes puissances rivales ont une vision convergente et globale des problèmes mondiaux, mais n'accordent pas le même sens à leurs soucis communs de stabilité, de multipolarité et de sécurité. Tant que la question du Caucase constituera une pomme de discorde dans leurs relations, la Russie et la Turquie se heurteront systématiquement à de profondes difficultés dans leur capacité de projection, au Proche-Orient pour la Russie, en Asie centrale pour la Turquie. Pour l'instant, ce défi caucasien n'a pas encore atteint sa phase aiguë dans le débat russo-turc, car l'heure est à la diplomatie des hydrocarbures et à la coopération stratégique et économique. Cependant, il constitue déjà un test révélateur des limites du partenariat entre les deux pays et de leur capacité à assumer des responsabilités au-delà de leur environnement régional.

39. « Tbilisi Wants Ankara's Role in Abkhaz, S. Ossetia Strategy », *Civil.ge*, 11 février 2010.

40. Sabine Freizer, « Russia-Turkey: Talking amongst Friends about Georgia », *Today's Zaman*, 7 juin 2010.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

**WWW.FRSTRATEGIE.ORG**

Gaidz Minassian

[gaidz.minassian@sciences-po.org](mailto:gaidz.minassian@sciences-po.org)